

BAD TRIP Sociabilité
 dépendance Famille Amour
 CANNABIS Liberté
 ALCOOL Dialogue
 BINGE DRINKING Santé
 AMPHETAMINES
 Crack cocaïne
 Tabac Médicaments
 Rupture Isolement Respect de soi
 Violence Hallucinogènes Convivialité
 Sérénité Amitié
 Indépendance

Plan départemental d'action contre la drogue et les conduites addictives



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de l'Eure

2009



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MiLDT
www.drogues.gouv.fr

Les conduites addictives dans l'Eure.

Les différentes données disponibles sur la situation épidémiologique du département font ressortir l'importance de la consommation excessive d'alcool dans l'ensemble de la population, ainsi qu'une banalisation chez les adolescents et les jeunes majeurs de conduites à risque comme les ivresses répétées ou la consommation de cannabis.

L'alcool, un fléau enraciné dans l'ensemble de la population.

La région Haute-Normandie se situe au **3^{ème} rang national pour les mortalités prématurées** (avant 65 ans) liées à l'alcool et au **2^{ème} rang pour les cancers des voies aéro-digestives supérieures**. La mortalité par psychose alcoolique et cirrhose est supérieure de 32 % à la moyenne nationale et celle par cancer des voies aéro-digestives supérieures de 36 %.

Le département de l'Eure s'inscrit pleinement dans cette tendance régionale, puisqu'avec 90 décès avant 65 ans attribuables à l'alcool en 2005 (données ILIAD 2005), il se situe au **25^{ème} rang national**.

L'Eure¹ se situe par ailleurs au **45^{ème} rang** des départements pour le nombre d'interpellations pour ivresse sur la voie publique et au **41^{ème} rang** pour le nombre d'accidents corporels avec alcool.

L'Eure n'échappe pas à la banalisation des conduites à risque chez les jeunes.

Toutes les données relatives aux conduites addictives chez les jeunes convergent pour confirmer, comme au niveau national, une banalisation des conduites à risque.

L'enquête ESCAPAD réalisée en 2005

¹ Résultats 2006 de l'ILIAD (indicateurs locaux pour l'information sur les addictions). Cf. Annexe 1

auprès de 311 jeunes de 17 ans à l'occasion d'une journée d'appel et de préparation à la défense (cf. tableau joint en annexe) révèle que :

- 72 % de ces jeunes ont expérimenté le tabac, 34 % sont des consommateurs quotidiens ;

- 47 % de ces jeunes ont été ivres une fois dans leur vie. 19 % (28 % des garçons) connaissent des ivresses répétées ;

- 11 % de ces jeunes sont des consommateurs réguliers d'alcool ;

- 47 % de ces jeunes ont expérimenté le cannabis, 10 % sont des consommateurs réguliers ;

- 21 % de ces

jeunes (mais 32 % des filles) ont expérimenté des médicaments psychotropes ;

- 2 % de ces jeunes ont déjà consommé de l'héroïne.

L'enquête² menée en Haute-Normandie par l'observatoire régional de la santé (ORS) en 2004-2005 auprès de 2 791 lycéens de 16-20 ans souligne, quant à elle, que :

- 87 % des interrogés déclarent avoir consommé au moins une fois de l'alcool au cours de leur vie ;

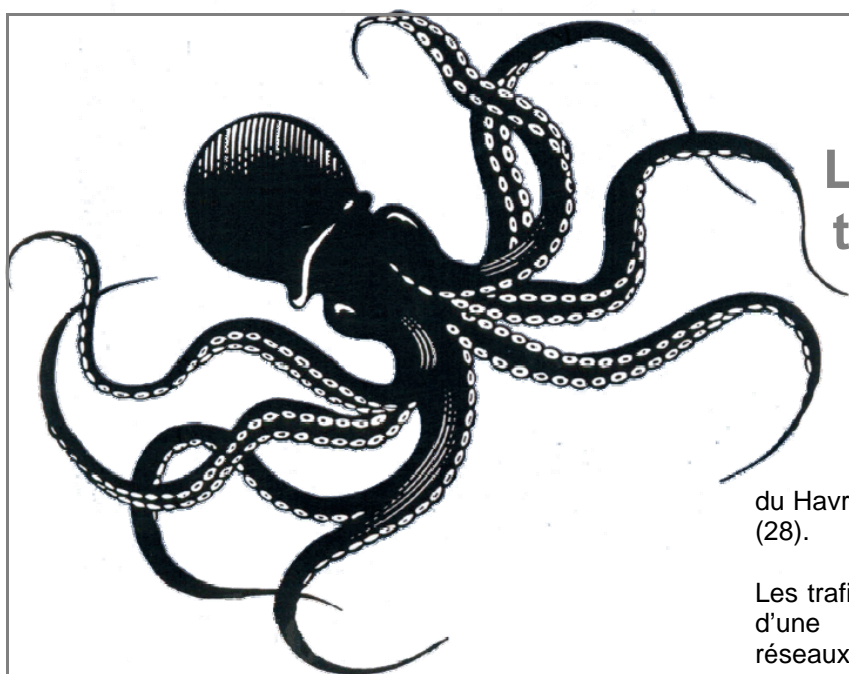
- 25% déclarent boire plus de 6 verres lorsqu'ils consomment de l'alcool, 16% en boire plus de 10 ;

- 14,3 % déclarent avoir déjà conduit après avoir bu plus de deux verres d'alcool ;

- 4 % se sont blessé ou ont blessé quelqu'un parce qu'ils avaient bu de l'alcool.

Ces enquêtes confirment le constat réalisé par une majorité d'établissements scolaires du département de la banalisation des conduites addictives chez les élèves. Aucune statistique n'est cependant recensée dans ce domaine.

² Lefebvre (A), Boudier (C), Villet (H) : Enquête sur la santé et les comportements à risques des lycéens de 16 à 20 ans en Haute-Normandie, Rouen, ORS de Haute-Normandie, 2005.



L'Eure face aux trafics de produits stupéfiants.

La position géographique du département entre l'Île-de-France, Rouen et Le Havre, la densité de son réseau routier et autoroutier (A13 et A 28) et la relative proximité du nord de l'Europe placent l'Eure sur la route des réseaux de trafics de stupéfiants.

Si, bien évidemment, les secteurs urbains et notamment les quartiers sensibles des agglomérations restent le lieu privilégié d'implantation des réseaux, l'activité du groupement de gendarmerie de l'Eure, seul ou en lien avec le GIR, démontre **l'existence de trafics particulièrement actifs au sein de villes de moyenne importance**, telles que Les Andelys et l'ensemble de la vallée de l'Andelle, Gisors et Pont-Audemer, cette dernière étant traditionnellement réputée comme un lieu de forte consommation d'héroïne. La lutte contre les trafics de stupéfiants ne se résume ainsi pas à une problématique urbaine.

Les zones urbaines sensibles situées en ZPN (Evreux, Val-de-Reuil, Louviers, Vernon) restent néanmoins un enjeu capital de la lutte contre les stupéfiants. Leur proximité (faibles distances, liens de parenté) avec des zones fortement urbanisées, également confrontées de façon aiguë à ce phénomène, et les facilités de déplacement grâce à un réseau routier développé, génèrent des liens étroits entre réseaux : Louviers/Val-de-Reuil et Rouen/Elbeuf, Evreux et Rouen/Elbeuf, Vernon et Mantes la Jolie, Evreux et Mantes la Jolie. Ces éléments ne sont pas exhaustifs, certaines enquêtes ayant démontré par le passé des liens entre des réseaux implantés dans l'Eure et des trafiquants

du Havre (76), de Caen (14) ou encore de Dreux (28).

Les trafiquants restent relativement jeunes, âgés d'une vingtaine d'années. Néanmoins, les réseaux les plus structurés sont généralement animés par des individus plus mûrs, ayant souvent de nombreux antécédents judiciaires.

Si le cannabis, sous ses différentes formes, reste le produit le plus consommé et le plus facile d'accès, l'héroïne et la cocaïne sont de plus en plus présentes. La demande relative à ces deux produits ayant manifestement progressé, notamment au sein des quartiers sensibles, mais également en milieu rural, les trafiquants se sont adaptés en les proposant à la vente. Les réseaux deviennent ainsi souvent multiproduits. A ce sujet, si le département de l'Eure semble, à ce jour, être encore épargné par ce phénomène, d'autres départements voisins, notamment de Basse-Normandie, ont connu au cours des derniers mois une nette augmentation de décès liés à des surdoses d'opiacés.

Les modes et filières d'approvisionnement varient bien évidemment en fonction de l'importance du trafic.

Pour les réseaux de l'Eure, la grande agglomération rouennaise et l'ouest de la région parisienne (Mantes la Jolie, Les Mureaux, le département du Val d'Oise) restent des lieux d'approvisionnement privilégiés.

La relative proximité des frontières du nord de l'Europe et le réseau autoroutier permettent par ailleurs un approvisionnement en cannabis, héroïne, cocaïne et éventuelles drogues de synthèse, relativement aisé. Si les quantités importées ne sont pas forcément très importantes, les fréquences des voyages apparaissent quant à elles rapprochées.

L'enjeu de la population carcérale.

Le département de l'Eure accueille deux établissements pénitentiaires : la maison d'arrêt d'Evreux (environ 250 détenus) et le centre de détention de Val-de-Reuil (800 places). La présence d'une importante population carcérale constitue un enjeu

Les trafics de stupéfiants demeurent également importants au sein des établissements pénitentiaires. Les projections nocturnes et les parloirs sont les points d'entrée des drogues en milieu carcéral.

Nombre de personnes suivies ayant une « obligation de soins » et présentant une problématique addictive

	Alcool	Stupéfiants
Evreux milieu ouvert	319	92
Bernay milieu ouvert	140	53
Maison d'arrêt d'Evreux	45	50
Centre de détention de Val-de-Reuil	184	67
Total	688	262

La présence de stupéfiants alimente les tensions entre détenus. Au sein de la maison d'arrêt d'Evreux, la majorité des incidents entre détenus (violences, intimidations, racket) est liée au trafic de cannabis. Des trafics de stupéfiants à l'extérieur continuent par ailleurs à être dirigés par des détenus condamnés pour trafics et qui se sont procurés des téléphones portables.

spécifique dans la lutte départementale contre les conduites addictives aussi bien en terme de prévention que de répression.

Nombre de détenus ont été condamnés pour des infractions plus ou moins directement liées à la consommation ou au trafic de produits psychoactifs et présentent une dépendance qui obère leur capacité de réinsertion. Le tableau¹ suivant révèle l'importance de la problématique chez les personnes sous main de justice en milieu ouvert ou fermé.



Bilan 2008 des interpellations, saisies et sanctions prononcées en matière de lutte contre les trafics de stupéfiants et les conduites addictives au sein des établissements pénitentiaires de l'Eure.

	Maison d'arrêt d'Evreux	Centre de détention de Val-de-Reuil
Nombre de saisies*	145	33
Durée des sanctions prononcées en jours	436	302
Peines prononcées par le TGI d'Evreux	NR	NR
Jours de crédit de peine retirés par le JAP	436	NR

* Y compris les projections extérieures.

¹ Données de décembre 2008.

Bilan de l'année 2008.

La politique de prévention.

La prévention en milieu scolaire

De nombreuses actions relatives aux conduites addictives ont été entreprises au sein des collèges et lycées du département en 2008.

En 2008, 19 100 € ont été attribués au titre de la MILDT à onze collèges du département.

Les subventions MILDT en lien avec d'autres financements ont notamment permis à ces établissements scolaires d'avoir recours à des intervenants extérieurs, principalement des théâtres forum, des associations adhérentes à la fédération des intervenants en addictologie de l'Eure (ADISSA, ANPAA, ASTER, Vie Libre...), ou la ligue contre le cancer.

scolarisés, sous la forme d'ateliers santé hebdomadaires, de forum santé, ou de séances d'éducation à la santé.

Des séances d'informations ont aussi été proposées aux parents d'élèves, avec la participation de médecins, de psychologues et autres professionnels compétents dans ce domaine.

En 2008 et comme chaque année, la police et la gendarmerie ont fortement participé aux opérations de prévention en milieu scolaire ou à destination des parents.

La DDSP fait notamment des interventions sur ses trois circonscriptions auprès des élèves de collège et de lycée, mais aussi auprès des enseignants et des parents d'élèves. En 2008, le dispositif s'est

Bilan 2008 des interventions préventives de la gendarmerie

	Nombre d'actions	Nombre d'élèves sensibilisés	Nombre d'adultes sensibilisés
Collèges	6	714	
Lycées	3	330	
Forums & autres	8	48	270
Total	17	1092	270

Ces actions sont menées dans le cadre des conseils d'éducatifs à la sécurité et la citoyenneté, auprès des adolescents

également élargi à des entreprises privées à leur demande.

Les opérations de prévention à destination des personnes placées sous main de justice.

La prévention à destination des personnes placées sous main de justice a reposé en

2008 sur l'élaboration de parcours pédagogiques alcool. Ce projet porté par le SPIP, la DDASS et les associations ANPAA et ADISSA vise les personnes condamnées suite à une infraction en lien avec l'alcool et présentant une problématique addictive.

Bilan 2008 des interventions préventives de la police nationale

	Nombre d'actions	Nombre d'élèves sensibilisés	Nombre d'adultes sensibilisés
Collèges	39	1248	
Lycées	5	150	
Forums & autres	12	20	390
Total	17	1092	270

La brigade de prévention de la délinquance juvénile du groupement de gendarmerie a quant à elle réalisé 17 interventions

La mise en place d'un parcours pédagogique alcool a deux objectifs :

- prévenir la récurrence ;
- orienter l'intéressé vers des soins adaptés à son profil, en favorisant l'émergence de la parole et la participation active.

Il s'agit donc à travers une action collective et individuelle se déroulant sur six séquences d'une journée réparties sur deux mois, de permettre aux personnes ciblées de repérer et exprimer leurs difficultés, de leur donner une information objective sur l'alcool, de les informer des structures d'accompagnement et de soins mais également de faire un travail sur leur relation au produit et à la place de l'alcool dans leur vie. Cette démarche globale permet à la personne de reconnaître la place de l'alcool dans sa vie, les risques pour soi et autrui et ainsi l'amener à vouloir se soigner tout en l'orientant vers la structure la plus adaptée.

En 2008, onze parcours en milieu ouvert et deux en milieu fermé (Maison d'arrêt d'EVREUX) ont été concrétisés. Des crédits MILDT ont été mobilisés à cette occasion à hauteur de 41 395 €

Au total, l'ensemble de ces parcours a concerné 95 personnes, milieu ouvert et milieu fermé confondus. A ce jour, 50% environ des participants ont initié, à l'issue des PPA, une démarche de soins effective.

Pour l'année 2009, six PPA sont encore programmés sur l'ensemble des deux ressorts judiciaires d'EVREUX et de BERNAY

L'expérience est étendue en 2009 avec des **parcours pédagogiques stupéfiants** (cf. programme en annexe 2). Ils poursuivent le même objectif que les PPA et sont destinés aux toxicomanes.

Ces PPS sont prévus pour un financement à hauteur de **35 000 € au titre de la MILDT 2009.**

Une priorité de l'action répressive.

Stages de sensibilisation prévus par la loi du 5 mars 2007

Le département de l'Eure comprend deux arrondissements judiciaires : Evreux et Bernay. Pour le moment, seul le parquet de Bernay a institué des stages dans son ressort en partenariat avec l'ANPAA depuis fin 2008. Ces stages sont destinés aux usagers qui n'ont pas encore fait l'objet de condamnation. Chaque année, le tribunal de grande instance de Bernay instruit environ 170 procédures pour détention de cannabis concernant entre 250 et 300 personnes.

En 2008, ce sont quatre stages réunissant au total 25 personnes majeures (24 hommes et une femme) qui ont été menés dans le ressort du TGI de Bernay. Aucun mineur n'a pour le moment participé à ces séances. Chaque session rassemblait six ou sept personnes au lieu des douze prévues initialement. Le programme de ces stages (quatre sessions d'une demi-journée chacune) figure en annexe.

Le coût du stage – 250 € – est à la charge du stagiaire. Aucun financement public et donc aucun crédit MILDT n'a été mobilisé à ce titre.

Les saisies opérées par les forces de l'ordre représentent :

Produits	Saisies Gendarmerie	Saisies Police
Résine de cannabis	10,10 kg	23,53 kg
Herbe de cannabis	9,6 kg	79 g
Plans de cannabis	NR	143
Héroïne	945 g	424 g
Cocaïne	173 g	23 g
« Speed »	470 g	NR
Ecstasy	46 cachets	76 cachets
Méthadone	18 flacons	0
Amphétamines	7,9 g	NR
LSD	2 buvards	0
GHB	NR	75 cl
"Poppers"	NR	4 flacons
Numéraire	9 405 €	29 130 €

S'agissant du tribunal de grande instance d'Evreux, le dispositif n'est pas encore opérationnel. Le principe retenu est celui de l'organisation de deux stages par trimestre accueillant chacun dix stagiaires. Les premiers stages également animés par l'ANPAA et ADISSA auront lieu dès septembre.

Ces stages seront proposés comme à Bernay aux usagers n'ayant pas encore fait l'objet de condamnations et interviendront dans le

cadre des alternatives aux poursuites, de la composition pénale et de l'ordonnance pénale.

En zone gendarmerie :

En 2008, 374 personnes ont été placées en garde à vue sur un total de 847 personnes impliquées.

Pour l'année 2009, 17 dossiers de trafic et de revente sont déjà initiés sur le groupement.

En collaboration avec le SRPJ de ROUEN :

En 2008, plusieurs opérations de police judiciaire d'envergure ont été menées.

- Démantèlement d'une filière de distribution d'héroïne et de cocaïne implantée au sein des quartiers défavorisés de Val-de-Reuil, et dont les principaux membres se livraient également à des vols



avec violences et avec armes au préjudice de revendeurs de stupéfiants à leur domicile. Ces agressions, au cours desquelles ils dérobaient numéraire et produits stupéfiants, avaient lieu dans la région mais également dans l'ouest de la France. Saisie de 400 grammes de cocaïne. En mars 2008.

- Un trafic d'héroïne sur le secteur de Bernay, présentant des liens avec un réseau de revente implanté dans la région de Lisieux. En avril 2008.

- Une filière de production d'herbe de cannabis au sein du quartier de la Dalle à Val-de-Reuil. En novembre 2008.

- Un réseau de revente de cannabis implanté à Louviers et Elbeuf, s'approvisionnant en région parisienne et alimentant de nombreux revendeurs locaux domiciliés dans l'Eure et dans la Seine Maritime. Saisie de 30 kilogrammes de résine de cannabis. A partir de juillet 2008.

- Un trafic d'héroïne et de cocaïne dont les principaux animateurs sont domiciliés à Louviers et Elbeuf.

L'approvisionnement s'effectuait également en région parisienne. A partir de septembre 2008.

- Un réseau de revente d'héroïne implanté dans les quartiers sensibles de Vernon. Ce dossier a été traité en co-saisine avec le GIR de Haute Normandie et le commissariat de Vernon. En septembre 2008.

Bilan 2008 des infractions à la législation sur les stupéfiants

	2007	2008	Variation
Faits constatés	1 348	1 277	- 5.27 %
Faits élucidés	1 440	1 315	- 8.68 %
Mis en cause	1 388	1 296	- 6.63 %
dont mineurs	173	168	- 2.89 %
Ecroués	60	32	- 46.67 %

En collaboration avec le GIR de Haute-Normandie :

- Un dossier traité avec la compagnie de gendarmerie des Andelys, relatif à un réseau de revente de résine de cannabis et d'héroïne, implanté sur le secteur des Andelys, en janvier 2008,

- Une enquête, en appui de la compagnie de gendarmerie de Louviers, relative à une filière de distribution de divers produits stupéfiants (résine, héroïne et cocaïne), en mai 2008

En 2008 des crédits MILDT ont été utilisés au profit de l'axe « lutte contre les trafics » à hauteur de 35 047,91 € (dont : 11 608,54 € pour la DDSP, 11 454,80 € pour la gendarmerie et 11 984,57 € pour le SRPJ de ROUEN). Ces crédits ont permis l'acquisition de matériels de surveillance discrète indispensables pour renforcer l'efficacité des services enquêteurs dans leur lutte contre les réseaux les plus structurés.

La rave party de Saint-André de l'Eure.

Les 6 et 7 septembre 2008, une rave party s'est déroulée, comme chaque année depuis 2003, sur les anciennes pistes d'aviation situées sur la commune de Saint-André de l'Eure. Un important dispositif a été déployé pour garantir la sécurité des personnes (sur le site au cours de l'événement, comme sur les routes une fois la rave terminée) et lutter contre les trafics de stupéfiants.

Le dispositif mis en œuvre par l'Etat, les organisateurs et la commune de Saint-André



de l'Eure a rempli son objectif principal : 0 tué en 2008 (0 en 2007 et 5 en 2006).

Sans les 40 bénévoles de la Croix-Rouge et les deux médecins urgentistes, la drogue, l'alcool et le froid auraient eu des conséquences dramatiques pour les 51 personnes prises en charge médicalement sur le site. Une raveuse a par ailleurs été transférée à l'hôpital d'Evreux (luxation d'épaule et consommation de produits stupéfiants) .

La sécurité routière a été garantie par la présence des 40 bénévoles de l'association « Les dragons vous ramènent » et les forces de l'ordre.

Bilan de la rave party : 54 conduites sous l'empire de produits stupéfiants, 13 conduites sous l'empire d'un état alcoolique (l'imprégnation alcoolique la plus élevée était

de 2,48grammes d'alcool par litre de sang) ont été constatés. Les gendarmes ont par ailleurs interpellé 4 dealers et saisi 143 grammes de cannabis, 11 cachets d'ecstasy, 2 grammes d'héroïne et 1 gramme de cocaïne.

Le Teknival illégal de Bouafles

Du jeudi 30 avril au lundi 4 mai 2009, un teknival illégal s'est déroulé dans les anciennes gravières de Bouafles, commune de 600 habitants. Au plus fort de l'événement 25 000 *teufeurs* étaient présents le site.

Le dispositif mis en œuvre (plus de 300 gendarmes, trois escadrons de gendarmes mobiles, deux pelotons de réserve de la gendarmerie mobile, trois équipes cynophiles, un hélicoptère et des contrôles routiers par les douanes) ainsi que l'installation sur site d'un poste médical avancé occupé en permanence par deux médecins du SAMU, dix secouristes de la Croix-Rouge et vingt sapeurs-pompiers, a permis de porter assistance à 60 personnes et de procéder à treize évacuations sanitaires. On déplore cependant un décès.

22 personnes ont été placées en garde à vue pour trafic de stupéfiants et une pour coups et blessures volontaires contre deux gendarmes.

Les infractions relevées sont importantes : 122 infractions à la législation sur les produits stupéfiants, 28 conduites sous l'emprise de stupéfiants, 27 conduites sous l'empire d'un état alcoolique, une procédure pour mise en danger de la vie d'autrui.

Bilan des saisies opérées lors du Teknival :

131 cachets d'ecstasy,
322 grammes de résine de cannabis,
325 grammes d'héroïne,
245 grammes d'amphétamines (MDMA),
5 grammes de psylocybes (champignons hallucinogènes),
25 timbres de LSD,
quelques produits divers non identifiés,
4 balances électroniques
11 900 euros en espèces.



Actions pour 2009.

Prévention : mener des actions ayant un effet sur le long terme et ciblées sur les zones et publics prioritaires.

Les nouvelles orientations définies par le gouvernement et relayées par la MILDT pour l'emploi des crédits délégués à chaque département insistent sur les principes suivants :

Ne financer que des opérations qui aboutissent à une baisse de la consommation de produits psychoactifs et à un recul des conduites addictives ;
Eviter le saupoudrage ;
Renforcer les parents dans leur rôle d'autorité et d'éducateur ;
Veiller à la cohérence d'ensemble des actions menées par les différents acteurs.

L'appel à projets pour l'année 2009 sera guidé par ces principes et visera à toucher en priorité les publics suivants :

- les collèges et lycées des zones identifiées comme prioritaires en matière de lutte contre les stupéfiants et à l'intérieur de ces établissements non seulement les élèves

Renforcer l'engagement de tous les acteurs dans la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Dans les objectifs fixés aux GIR pour 2009, la lutte contre l'économie souterraine liée aux stupéfiants demeure la priorité : en 2008, la part de la lutte contre les stupéfiants a représenté 35% de l'activité globale du GIR de Haute-Normandie. En 2009, un objectif de 50% de son activité devra être consacré à la lutte contre les stupéfiants.

Le nombre d'affaires résolues à l'initiative des services en matière d'infraction à la législation sur les stupéfiants devra augmenter de 15% en zone police et de 5% en zone gendarmerie (objectifs de sécurité intérieure 2009).

mais aussi les parents et la communauté éducative. Pour 2009, le groupement de gendarmerie de l'Eure a programmé quatre interventions en lycée, quinze en collège et une en école primaire.

- les personnes placées sous main de justice ;

- le milieu professionnel : La mesure n° 1-9, intitulée « réduire les accidents professionnels, l'absentéisme et les risques liés à l'usage de l'alcool, de psychotropes ou de stupéfiants », prévoit l'organisation d'états généraux avec tous les partenaires concernés par la question des conduites addictives en milieu professionnel. Il s'agit d'aboutir à des propositions d'actions ou recommandations à même de garantir la santé des personnels et de déployer des moyens de prévention et de management en conséquence.

La mobilisation des crédits MILDT au service de la lutte contre les trafics se poursuivra en 2009.



La sécurité routière.

La lutte contre la conduite sous l'empire d'un état alcoolique ou d'un produit stupéfiant restera une priorité de la politique départementale de sécurité routière dans tous ses volets : prévention, contrôles et poursuites judiciaires.

La circulaire INTK0900048C du 2 mars 2009 fixe pour objectifs 2009 :

- une baisse de 8% du nombre de tués, soit 340 vies sauvées, ce qui permettra de passer sous la barre des 4 000 morts sur la route ;
- une baisse de 9% du nombre de blessés, soit 8 000 blessés de moins.

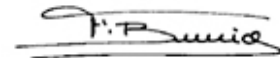
Au niveau local, l'objectif est de réduire de 10% le nombre des tués par rapport à 2008.

Les nouvelles possibilités offertes par les tests salivaires doivent être pleinement exploitées pour renforcer la lutte contre la conduite sous influence de stupéfiants. La mise en service des tests salivaires, rapides et simples d'emploi, confère aux forces de l'ordre une capacité nouvelle pour procéder au dépistage d'un plus grand nombre d'usagers.

Les services de police et les unités de gendarmerie sont dotés, à ce jour, de 52 000 tests salivaires, dans l'attente des livraisons supplémentaires qui interviendront en 2009.

Document validé en comité
départemental de sécurité
Le 09 juin 2009

La préfète



Fabienne BUCCIO

Annexes

Annexe 1 : Les consommations de produits psychoactifs à 17 ans dans l'Eure

	Eure				Haute-Normandie		Métropole				
	Garçons	Filles	Ensemble	Sex ratio	Ensemble	Test Dép	Garçons	Filles	Ensemble	Test Dép	Test Reg
Taille des échantillons	163	148	311		889		14935	14458	29393		
Expérimentation de tabac (%)	71	74	72	<i>ns</i>	72	<i>ns</i>	71,0	73,5	72,2	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Usage quotidien de tabac	35	34	34	<i>ns</i>	35	<i>ns</i>	33,6	32,3	33,0	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Usage récent d'alcool (%)	74	69	72	<i>ns</i>	71	<i>ns</i>	82,0	75,3	78,7	**	***
Usage régulier d'alcool (%)	18	4	11	***	11	<i>ns</i>	17,7	6,1	12,0	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Ivresse au cours de la vie (%)	54	40	47	*	52	<i>ns</i>	63,3	49,6	56,6	**	**
Ivresses répétées (%)	28	10	19	***	23	<i>ns</i>	33,4	18,3	26,0	**	*
Expérimentation de cannabis (%)	45	48	47	<i>ns</i>	47	<i>ns</i>	53,1	45,5	49,4	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Usage régulier de cannabis (%)	11	9	10	<i>ns</i>	11	<i>ns</i>	15,0	4,1	10,8	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Exp. de médicaments psychotropes (%)	11	32	21	***	19	<i>ns</i>	11,3	28,6	19,9	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Exp. de champignons hallucinogènes (%)	8	2	5	*	3	<i>ns</i>	5,2	2,1	3,7	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Expérimentation de poppers (%)	7	4	6	<i>ns</i>	6	<i>ns</i>	6,3	4,8	5,5	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Expérimentation d'ecstasy (%)	5	1	3	<i>ns</i>	3	<i>ns</i>	4,2	2,8	3,5	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Expérimentation de cocaïne (%)	3	3	3	<i>ns</i>	2	**	3,0	2,0	2,5	<i>ns</i>	<i>ns</i>
Expérimentation d'héroïne (%)	2	1	2	<i>nd</i>	1	<i>nd</i>	0,8	0,6	0,7	<i>nd</i>	<i>ns</i>

Source : Escapad 2005, exploitation Eure, OFDT

Annexe 2 : Programme d'un Parcours Pédagogique Stupéfiants :

1^{ère} 1/2 Journée : Les représentations

Ouverture avec un intervenant du SPIP pour le rappel du cadre de ce parcours.

Intervenant Association de Prévention

- Outils permettant d'aborder les produits stupéfiants
- Travail sur les représentations et les Points de vues

2^{ème} 1/2 Journée : Les Produits

Intervenant Médecin Addictologue

Les effets biologiques des produits stupéfiants.

3^{ème} 1/2 Journée : Psychisme

Intervenant : Psychologue

Les effets psychiques des produits.

4^{ème} 1/2 Journée : R.D.R. et structures d'accompagnement

Intervenant Acteurs de Prévention

R.D.R. : Réduction des Risques

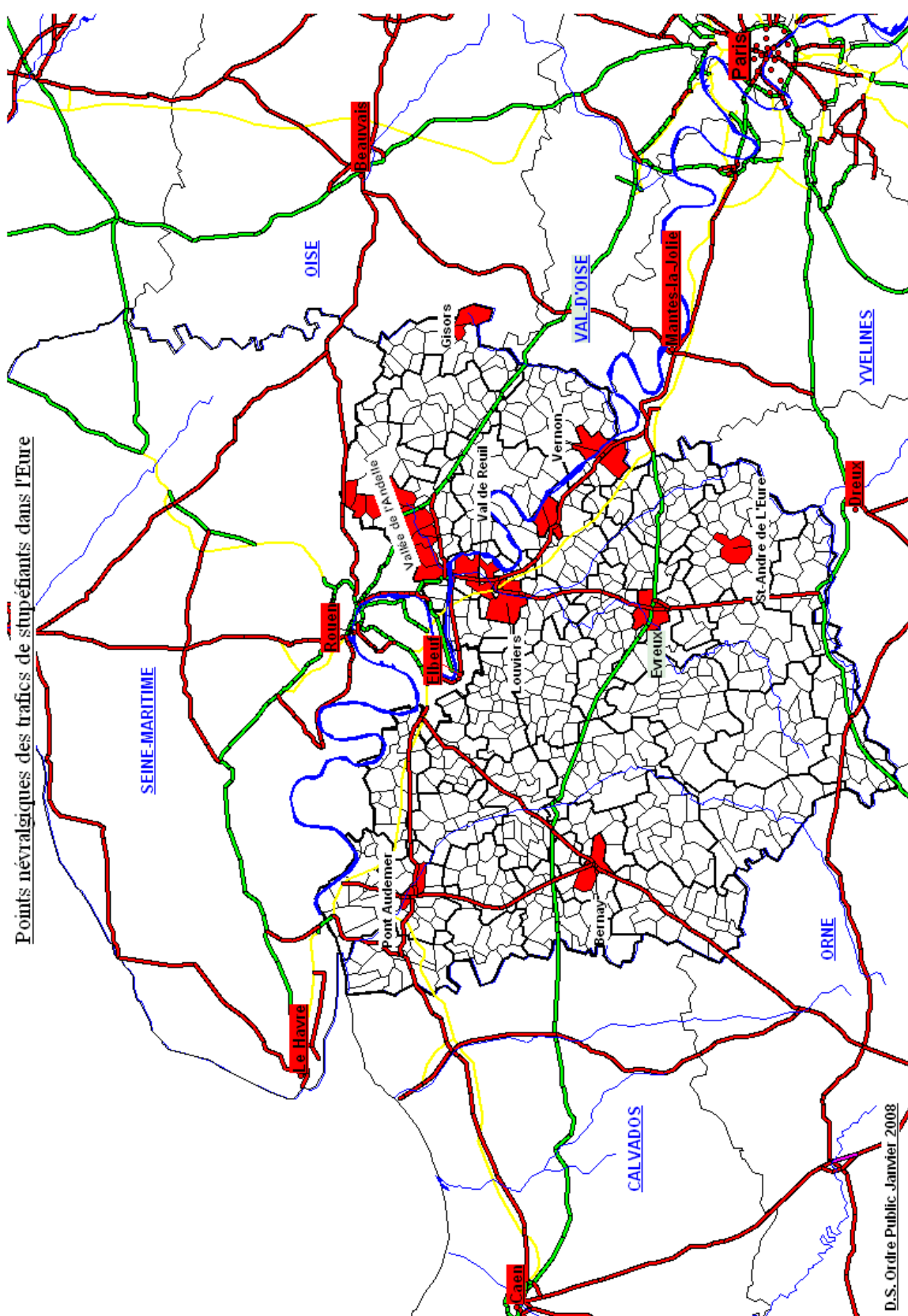
Présentation des structures d'accompagnement et de soins sur le département

Le 1^{er} Parcours Pédagogique Stupéfiants a débuté le 27 Janvier 2009 et s'est terminé le 17 Février 2009. Il a eu lieu sur le site d'Evreux.

7 Personnes ont été positionnées et y ont participées

Pour l'année 2009, 9 Parcours Pédagogiques Stupéfiants seront mis en place sur les ressorts d'Evreux et Bernay.

Annexe 3 : Points névralgiques des trafics de stupéfiants dans l'Eure



Points névralgiques des trafics de stupéfiants dans l'Eure

D.S. Ordre Public Janvier 2008